

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 JUIN 1926.

Proposition de loi instituant l'Œuvre Nationale des Loisirs du travailleur ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. **DELATTRE**.

MESSIEURS,

La proposition de loi sur laquelle nous avons à faire rapport avait semblé devoir rencontrer peu d'opposition et être rapidement admise par le pouvoir législatif. Mais tout d'abord les discussions que le texte primitif provoqua en Section centrale au cours de la session 1922-1923, les événements politiques ensuite, en retardèrent le vote si bien, qu'à la dissolution des Chambres, en février 1925, la Chambre n'avait pas encore discuté cette proposition bien qu'elle figurât à son ordre du jour depuis longtemps déjà.

A première vue, la proposition de M. Piérard ne revêt pas une importance exceptionnelle, il ne s'agit pas d'une loi réformant le droit ou les institutions existantes, mais elle comporte un grand principe : le droit des travailleurs aux loisirs.

Ce droit a été lumineusement établi par l'auteur, et le rapporteur primitif, M. Hoen, a dans son travail montré d'une façon objective et pratique l'œuvre à réaliser.

« La proposition dont nous sommes saisi, disait M. Hoen, demande la coordination des efforts; elle veut soutenir ce qui est bon et beau, améliorer ce qui peut l'être, créer et développer partout l'organisme qui permettra aux hommes selon leur goût, leurs prédispositions, de trouver autour d'eux les loisirs sains et utiles qui ne leur sont pas offerts actuellement. »

On ne pourrait pas mieux dire : il s'agit en un mot de mettre à la disposition des travailleurs à qui la limitation des heures de travail laisse des loisirs, les moyens d'améliorer leur manière de vivre et celle de leur famille, de s'élever dans le beau et l'utile.

Mais depuis le rapport de M. Hoen, des événements se sont produits qui

(1) Proposition de loi, n° 132 (S. E. 1925).

(2) La Section centrale, présidée par M. Hallet, était composée de MM. De Saegher, Fischer, Delattre, Lombard, De Bruycker et Heyman.

donnent au problème un intérêt nouveau et grandi : le Bureau international du Travail a mis la question des loisirs à l'ordre du jour de sa conférence de 1924 et celle-ci a décidé de transmettre aux États, membres de l'Institution, une recommandation dont M. Piérard a donné des extraits dans les développements de sa proposition.

Nous pensons qu'il est utile de reproduire cette recommandation y compris les considérants qui en exposent les raisons. Elle a, selon nous, une grande importance par les principes qu'elle comporte quant aux loisirs mêmes, à leur préservation et à leur utilisation.

« Recommandation. »

» La Conférence,

» Considérant qu'en adoptant dès sa première session, à Washington, une convention sur la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, elle a eu notamment pour objet de garantir aux travailleurs, outre les heures de sommeil nécessaires, un temps suffisant pour « faire ce qui leur plaît » ainsi que l'indique exactement l'étymologie du mot « loisir » ;

» Considérant que les travailleurs peuvent, pendant ces instants de loisir, s'appliquer à développer selon leur goût, par de libres activités, leurs capacités physiques, intellectuelles et morales, et qu'un tel effort est de haute valeur pour le progrès de la civilisation ;

» Considérant qu'un emploi raisonné de ce temps de loisir, en permettant au travailleur de varier ses activités et de détendre l'effort que sa profession lui impose, peut même accroître ses facultés productives, augmenter le rendement de son travail et contribuer ainsi à assurer à la journée de huit heures toute son efficacité ;

» Considérant que tout en tenant compte des mœurs des divers pays et des circonstances locales, il peut être utile de fixer les principes et les méthodes qui apparaissent déjà le plus généralement efficaces pour utiliser au mieux le temps de loisir et qu'il y a intérêt à répandre de pays à pays la connaissance mutuelle des efforts accomplis et des initiatives prises ;

» Considérant que cet intérêt peut devenir particulièrement pressant au moment où est envisagée, par les Membres, la ratification de la convention sur la journée de huit heures ;

» Recommande à chaque membre de l'Organisation internationale du Travail de prendre en considération les principes et les règles ci-dessous énoncés :

» I. — Préservation des loisirs.

» Considérant que, si les États membres dans lesquels la durée du travail a été limitée par la loi, par des contrats collectifs ou de toute autre manière, veulent tirer de cette réforme tous les avantages qu'ils en attendent pour les travailleurs salariés et pour la collectivité, ils doivent garantir l'intégralité des heures de liberté qui ont été ainsi réservées ;

» Considérant qu'il est nécessaire, d'une part, que les travailleurs comprennent exactement la valeur du temps de loisir qui leur a été garanti et s'attachent, en toutes circonstances, à la maintenir dans son intégralité ; que, d'autre part, les employeurs cherchent toujours à établir entre le salaire et les besoins des travailleurs une juste relation qui dispensera ces derniers de recourir

encore, pendant le temps de loisir, à la prolongation du travail professionnel salarié;

» La Conférence, tout en reconnaissant que les mesures tendant à interdire légalement toute prolongation du travail professionnel salarié chez le même employeur ou chez un autre, après l'accomplissement de la durée du travail légalement fixée, sont difficilement contrôlables et qu'elles peuvent sembler porter atteinte à la liberté que doit avoir le travailleur de disposer de son temps de loisir, estime néanmoins utile de signaler les efforts faits en ce sens par un certain nombre de pays;

» Elle recommande que les gouvernements encouragent et facilitent la conclusion de contrats collectifs assurant aux travailleurs, en échange de la durée légale du travail; des conditions normales d'existence, et fixant, par libre accord entre employeurs et employés, les mesures susceptibles d'empêcher la recherche, par les ouvriers, de travaux supplémentaires rémunérés;

» Considérant, d'autre part, que toutes facilités doivent être données aux travailleurs pour qu'ils puissent utiliser aux mieux les loisirs dont l'intégralité leur sera ainsi garantie;

» La Conférence recommande :

» a) Que, tout en tenant compte des nécessités de l'industrie, des habitudes locales, des qualités ou des dispositions de chaque classe des travailleurs, chaque membre étudie les moyens d'aménager la journée de travail de manière à assurer la plus grande continuité dans les heures de loisir;

» b) Qu'une politique méthodique de transports, des facilités de tarifs et d'horaires permettent aux travailleurs de réduire au minimum la durée du trajet entre le lieu d'habitation et le lieu du travail, et que les organisations professionnelles soient largement consultées par les collectivités publiques ou par les entreprises privées de transport sur les choix des moyens les mieux appropriés à la pratique d'une telle politique.

» II. — *Loisirs et hygiène sociale.*

» Considérant que l'utilisation des loisirs des travailleurs ne peut être envisagée en dehors de toutes les mesures d'hygiène ou de bien-être social que les collectivités ont souci de prendre pour toutes les classes de citoyens, la Conférence, tout en se refusant à examiner dans le détail chacun des grands problèmes de bien-être dont la solution peut assurer l'amélioration du sort des travailleurs, recommande aux membres :

» a) De développer l'hygiène individuelle, notamment en créant ou en encourageant la création d'établissements de bains, de piscines populaires, etc.;

» b) De prendre des mesures législatives ou d'encourager les efforts privés pour combattre l'alcoolisme, la tuberculose, les maladies vénériennes et la pratique des jeux de hasard.

» III. — *Politique de l'habitation.*

» Considérant qu'il est utile, dans l'intérêt des travailleurs et de la collectivité entière, de favoriser tout ce qui est de nature à assurer le développement harmonieux de la famille ouvrière;

» Que le meilleur moyen de protéger les travailleurs contre les dangers visés ci-dessus est de mettre à leur disposition un foyer convenable;

» La Conférence recommande la multiplication, au besoin par le concours des administrations nationales et locales, d'habitations saines et à bon marché, dans les cités-jardins, ou dans les agglomérations urbaines remplissant les conditions essentielles de salubrité et de confort.

» IV. — *Institutions pour l'utilisation des loisirs.*

» Sans prétendre établir un choix entre les innombrables institutions qui peuvent offrir aux ouvriers des occasions de libre activité répondant à leurs goûts personnels, et dont le développement dépend d'ailleurs des mœurs et des coutumes de chaque pays et de chaque région, la Conférence attire cependant l'attention des membres sur la nécessité d'éviter une dispersion d'efforts en créant des institutions qui ne répondraient pas à des besoins définis. Elle insiste sur l'intérêt qu'il y a à tenir compte, dans la création et le développement de ces institutions, des aspirations, des goûts et des situations particulières des catégories de travailleurs pour lesquelles elles sont créées.

» Toutefois, parmi les institutions qui peuvent tout à la fois aider au développement harmonieux et heureux des individus et de la famille et contribuer au progrès de la collectivité, elle recommande les initiatives qui ont pour but :

» a) L'amélioration de la vie ménagère et familiale des travailleurs (jardins ouvriers, coins de terre, petit élevage, etc.), le sentiment d'un avantage économique même léger assuré à la collectivité familiale ajoutant aux bienfaits de la distraction ;

» b) Le développement de la force et de la santé physiques des travailleurs par la pratique des sports qui assurent aux jeunes ouvriers, soumis à l'extrême division du travail industriel moderne, l'épanouissement libre de leurs forces et les dotent de qualités d'initiative et d'émulation nouvelles ;

» c) Le développement de l'enseignement professionnel et ménager et de l'enseignement général (bibliothèques, salles de lectures, conférences, cours professionnels, cours de formation générale, etc.), qui répond à l'un des besoins les plus profonds des travailleurs et qui est le plus sûr garant du progrès pour toutes les collectivités industrielles.

» La Conférence recommande aux membres de favoriser ces initiatives par l'octroi de subventions aux organisations qui s'occupent du développement moral, intellectuel et physique des travailleurs.

» V. — *Libre usage des institutions et coordination de leurs efforts.*

» Considérant que depuis de longues années l'effort constant des travailleurs salariés de tous les grands pays industriels a tendu à assurer la liberté et l'indépendance de leur vie en dehors de l'usine ou de la fabrique, et qu'ils se montrent particulièrement inquiets de toute intrusion étrangère dans leur vie individuelle; considérant que la vivacité de ses sentiments a même conduit à critiquer toute initiative nationale ou internationale dans le domaine des loisirs par crainte d'une réduction possible de liberté.

» Tout en rendant hommage aux sentiments qui inspirent la création d'œuvres destinées à faciliter la bonne utilisation des loisirs des ouvriers, la Conférence

suggère que les membres attirent l'attention des promoteurs de ces œuvres sur la nécessité de protéger la liberté individuelle des travailleurs contre toutes méthodes ou toutes autres initiatives qui auraient pour but de leur imposer, directement ou indirectement, l'usage de telle ou telle institution.

» Considérant que les institutions de loisirs les plus viables et les plus efficaces sont celles qui sont créées et développées par les bénéficiaires eux-mêmes, la Conférence tout en reconnaissant que, dans beaucoup de cas, soit pour l'institution de jardins ouvriers, soit pour le développement des sports, soit pour les œuvres d'éducation, les collectivités publiques ou les employeurs qui assument un concours financier ou autre peuvent réclamer de ce fait un contrôle légitime;

» Recommande que toutes mesures soient prises pour qu'aucune atteinte ne soit portée à la liberté des bénéficiaires.

» 2. Sans envisager une organisation systématique des loisirs, la Conférence, s'inspirant de quelques initiatives heureuses, recommande que chaque membre envisage la possibilité de provoquer la création de commissions régionales ou locales, comprenant notamment des représentants des pouvoirs publics, ainsi que des organisations professionnelles tant patronales qu'ouvrières et des sociétés coopératives, et qui auraient pour tâche de coordonner et d'harmoniser les efforts séparés des institutions de distractions et de loisirs.

» 3. La Conférence recommande aux membres l'organisation d'une propagande active et efficace destinée à former dans chaque pays la conscience de la nécessité d'une utilisation rationnelle, par les travailleurs, de leurs loisirs. »

* * *

Nous ne voulons pas commenter ce texte. Arrêtons-nous cependant un moment au paragraphe final.

Son essence, l'intention qu'il comporte, c'est la nécessité pour les Gouvernements de conseiller les travailleurs, les guider, les diriger dans l'utilisation de leurs loisirs afin que pour eux-mêmes d'abord, pour la communauté ensuite, tout le profit souhaitable puisse en être tiré.

C'est le but de la présente proposition de loi.

Pour préparer les travaux de la Conférence, le directeur du Bureau International du Travail, M. Albert Thomas, avait adressé plusieurs questionnaires aux Gouvernements, membres de l'institution.

Si toutes les réponses ne furent pas très précises et catégoriques, aucune ne fut formellement opposée à la proposition; mais elles montrèrent que dans tous les pays qui nous entourent, l'utilisation rationnelle des loisirs fait l'objet des préoccupations des hommes d'œuvre qui portent intérêt à la santé morale et physique des travailleurs et que ceux-ci utilisent avec empressement les moyens qui sont mis à leur disposition quand ils sont soutenus, guidés et conseillés.

Depuis lors, l'Italie a, par décret, établi l'Œuvre nationale des Loisirs du travailleur; ce fait vient appuyer singulièrement la proposition de M. Piérard et il a bien raison de le citer dans ses développements.

Cela, Messieurs, c'est pour montrer que la question a pris une grande importance, qu'elle est devenue internationale comme la journée de huit heures dont elle découle.

Mais pour la mise en pratique des moyens d'utilisation des loisirs, nous avons l'exemple magnifique de la province de Hainaut, suivi par les provinces de Liège, de Brabant et de la Flandre orientale.

Le dernier rapport sur l'activité de la Commission des Loisirs ouvriers dans le Hainaut montre la progression des œuvres en même temps que l'attachement de plus en plus marqué des travailleurs et le profit intellectuel, moral et matériel qui en résulte.

L'organisme est divisé en six grandes sections comprenant : habitation, jardins et coins de terre, les petits élevages, éducation physique, éducation artistique, éducation intellectuelle et morale.

Plus de 1,200 institutions créées par les initiatives privées sont guidées, encouragées et soutenues par la Commission des Loisirs.

Depuis le moment où M. Hoen écrivit son rapport sur la proposition de loi qui nous occupe, l'Œuvre des Loisirs ouvriers du Hainaut s'est développée, a grandi et l'hommage qu'il rendait au protagoniste de l'idée, M. Paul Pastur, le si actif député permanent du Hainaut, ainsi qu'aux dirigeants de l'organisme, nous voulons le faire notre avec reconnaissance et satisfaction.

« Cette œuvre-là, disait M. Hoen, en parlant de la Commission des Loisirs ouvriers du Hainaut, le résultat d'un bel effort d'une élite, peut être citée en exemple. Penchés sur les humbles, tous ces hommes leur parlent, les conseillent, les instruisent, les élèvent, les conduisent vers le beau et le bien. Cette façon de servir son pays me paraît une des meilleures. C'est ce qu'ont pensé sans doute les personnalités aux opinions et aux croyances les plus dissemblables qui se sont associées pour cet effort remarquable dignes de tous les éloges. »

Les provinces de Liège, de Brabant et de Flandre orientale sont aussi entrées résolument dans la voie indiquée par le Hainaut. Elles ont aussi des organismes semblables à celui qui fonctionne dans la province Hennuyère et qui produisent, là aussi, des résultats qui satisfont grandement ceux qui les instituent, ceux qui les dirigent et ceux qui en profitent.

*
* *

Mais la question de l'utilisation rationnelle des loisirs n'intéresse pas seulement les travailleurs, elle intéresse toute la société. Ce serait une erreur de penser que les efforts faits dans ce domaine sont perdus pour la collectivité.

Quand le travailleur peut utilement exercer une activité profitable pendant ses loisirs, que ce soit à des travaux reposants et agréables, que ce soit à des divertissements moralisateurs de l'esprit, que ce soit à l'étude, que ce soit à la culture de son corps, il enrichit l'humanité toute entière avec lui-même ; ses conditions d'existence, son patrimoine matériel propre, l'élévation de son niveau moral, l'amélioration de sa santé physique profitent à toute la collectivité qui est d'autant plus puissante qu'elle est composée d'hommes forts, sains et éduqués.

« Dans un monde où le travail tend à devenir de plus en plus standardisé et mécanique, disait le *Daily Herald* dans une remarquable étude, ce sont les loisirs qui fournissent au travailleur le principal moyen de manifester sa personnalité. Des loisirs rationnels ne sont pas seulement indispensables à la santé physique et morale ; ils permettent qu'existe cette diversité des caractères et des goûts qui rend la société humaine vivante, intéressante et agréable ainsi qu'un dessin aux couleurs variées. »

Et M. Lippens disait il y a quelque temps dans un discours :

« L'avenir économique du pays dépendra beaucoup plus de la valeur de nos ouvriers, de nos chefs d'industrie, de nos commerçants que de leur nombre.

» Dans l'âpre lutte que les nations se livrent sur le marché mondial, notre expansion dépendra essentiellement de la valeur des hommes que nous formerons et non pas des bas salaires des masses, ni éduquées, ni spécialisées. »

Et enfin le docteur français Hazeman, faisant rapport au nom d'une Commission chargée d'étudier l'utilisation des loisirs de l'ouvrier, disait :

« Il faut perfectionner ses connaissances intellectuelles, morales et artistiques et améliorer sa personnalité physique par les sports de toute nature. »

L'organisation des loisirs du travailleur et leur utilisation rationnelle est une question d'intérêt général, elle est le complément nécessaire de la limitation des heures de travail afin que l'ouvrier qui a fait de si considérables efforts pour s'élever par lui-même puisse encore se grandir intellectuellement, moralement et physiquement, élevant avec lui toute l'humanité qui ne sera vraiment belle et grande que le jour où, par la collaboration de tous, il y aura du bonheur pour tous.

* *

Les Sections appelées à se prononcer sur la présente proposition de loi l'ont acceptée dans quatre Sections sur six, et à la Section centrale l'atmosphère était tout à fait favorable.

L'avis unanime fut que l'Œuvre à créer devrait surtout soutenir, encourager, guider les initiatives privées tout en intervenant elle-même directement là où l'initiative privée serait en défaut, et à l'effet de faire droit à cette opinion un nouvel article 7 a été rédigé.

Afin que l'on puisse juger de la différence, nous donnons ci-après en regard, le texte ancien et le texte admis par la Section centrale.

Texte de la proposition.	Texte admis par la Section centrale.
— ART. 7.	— ART. 7.
L'Œuvre Nationale, en tenant compte des mœurs et traditions locales, organisera notamment des expositions d'art et de folklore itinérantes, des concours pour l'ameublement et la décoration du home, favorisera l'œuvre du coin de terre et du jardin ouvrier, la culture physique par la création de gymnases, plaines de jeux et bassins de natation, la musique instrumentale et chorale, le théâtre populaire avec le concours de professionnels ou de cercles dramatiques, l'éducation générale par la conférence, le cinéma et les excursions.	L'Œuvre Nationale, en tenant compte des mœurs et traditions locales, favorisera l'œuvre du coin de terre et du jardin ouvrier, la culture physique et les sports, les musiques instrumentales et chorales, le théâtre populaire, l'éducation générale par les cours et conférences, le cinéma et les excursions. Elle encouragera la création de plaines de jeux, gymnases et bassins de natation. Elle pourra aussi organiser elle-même des expositions d'art, de folklore, des concours et expositions consacrées à l'ameublement et à la décoration du home, de grandes représentations théâtrales ou de grandes auditions musicales avec le concours de professionnels.

Ainsi amendée, la proposition n'empiète pas sur les droits et la liberté des

individualités ou des organismes qui veulent organiser des œuvres à l'intention des travailleurs, et elle a été admise à l'unanimité.

Nous pensons que la Chambre voudra aussi y faire bon accueil, dans l'intérêt des travailleurs et du pays tout entier.

La Chambre vient de ratifier la Convention de Washington sur la journée de huit heures, consacrant ainsi de nouveau et définitivement la limitation du temps de travail. Ce serait insuffisant si nous ne donnions les moyens pratiques à la classe ouvrière et à tous ceux qui, grâce à la grande réforme, jouissent de quelques loisirs, de les utiliser sainement pour leur profit et le profit de tous.

Que l'on nous pardonne, mais, pour terminer, nous voudrions encore faire deux citations; elles émanent de deux hommes différents par leur culture, leurs tendances, leurs milieux, mais qui se rencontraient souvent par le but humanitaire et social qu'ils poursuivaient.

Le Pape Léon XIII, dans l'encyclique *Rerum Novarum*, dit :

« Les pauvres, au même titre que les riches, sont, de par le droit naturel, des citoyens, c'est-à-dire du nombre des parties vivantes dont se compose, par l'intermédiaire des familles, le corps entier de la nation pour ne pas dire, qu'en toutes les cités, ils sont le plus grand nombre, comme donc il serait déraisonnable de pourvoir à une classe de citoyens et d'en négliger une autre. »

Et enfin, Hector Denis, dont beaucoup de membres de cette Chambre ont pu apprécier les grandes qualités morales, intellectuelles, ainsi que son amour immense pour les pauvres, disait :

« La réduction des heures de travail ne doit pas seulement, aux yeux des prolétaires, alléger leur labeur, épargner leurs forces physiques, elle doit modifier les relations économiques et limiter le pouvoir du capital sur le travail; elle doit rendre accessibles au plus grand nombre les jouissances de la famille; elle doit favoriser l'essor mental de l'individu et lui permettre de plus en plus de participer au capital intellectuel accumulé par la société. »

Le Rapporteur,
A. DELATTRE.

Le Président,
MAX. HALLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 JUNI 1926.

Wetsontwerp tot instelling van het Nationaal Werk voor den vrijen tijd
van den arbeider ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER DELATTRE.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, waarover wij verslag uitbrengen, scheen vooreerst geen verzet te moeten uitlokken en spoedig goedgekeurd te zullen worden door de Wetgevende Kamers. De besprekingen echter, waartoe de vroegere tekst aanleiding gaf in de Middenafdeeling, tijdens den zittijd 1922-1923, alsook de politieke gebeurtenissen, vertraagden de stemming, zoodat, bij de ontbinding van het Parlement, in Februari 1925, de Kamer het voorstel nog niet onderzocht had, alhoewel het sedert lang reeds op de dagorde voorkwam.

Op het eerste zicht heeft het voorstel van den heer Piérard geen buitengewoon belang; het geldt geenszins eene wet tot hervorming van bestaande recht en instellingen; doch het huldigt een groot principieel : het recht van de arbeiders op vrijen tijd.

Dit recht werd uitstekend in het licht gesteld door den indiener van het voorstel en de vroegere verslaggever, de heer Hoen, heeft in zijn werk op objectieve en praktische wijze het doel beschreven dat moet bereikt worden.

« Het ons voorgelegde voorstel vraagt samenordering, zei de heer Hoen, het wil het goede en het schoone steunen, verbeteren wat kan verbeterd worden, overal het organisme oprichten en uitbreiden, waardoor de menschen, volgens smaak en aard, een nuttig en gezond tijdverdrijf vinden dat hun thans ontbreekt. »

Men zou het niet beter kunnen zeggen : het doel is, in een woord, ter beschikking te stellen van de arbeiders aan welke de beperking van de arbeidsuren vrijen tijd overlaat, de middelen die hun toelaten hunne levenswijze en die van hun gezin te verbeteren, en zich te verheffen in het schoone en nuttige.

(1) Wetsontwerp, n° 132 (B. Z. 1923).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit de heeren De Saegher, Fischer, Delattre, Lombard, De Bruycker en Heyman.

Doch, sedert het verslag van den heer Hoen ingediend werd, deden gebeurtenissen zich voor die de belangstelling voor het vraagstuk komen vernieuwen en versterken : het Internationaal Bureau van den Arbeid heeft het vraagstuk van den vrijen tijd opgenomen in de dagorde van zijn conferentie van 1924 en deze heeft besloten aan de Staten, leden van de Instelling, eene aanbeveling over te maken, waarvan de heer Piérard, in de memorie van toelichting aangaande zijn voorstel, uittreksels overgenomen heeft.

Wij meenen dat het nuttig is deze aanbeveling over te drukken, de beweeggronden inbegrepen, die de redenen er van aangeven. Zij heeft volgens ons een groot belang wegens de principes die zij huldigt wat betreft den vrijen tijd, zijne vrijwaring en zijne aanwending.

« Aanbeveling.

» De Conferentie, overwegende dat zij, door van af haar eersten zittijd te Washington eene overeenkomst te aanvaarden, namelijk ten doel had aan de werklieden, buiten de noodzakelijke slaapuren, een voldoende tijd te waarborgen, dien zij « naar believen kunnen doorbrengen », zooals de uitdrukking « vrijen tijd » het zoo juist aanduidt;

» Overwegende dat de arbeiders gedurende die vrije uren zich zullen kunnen beijveren om, volgens hun smaak, door vrije bedrijvigheidsuitingen, hunne lichamelijke, geestelijke en zedelijke geschiktheden te ontwikkelen, en dat dergelijk pogen van groote waarde is voor de bevordering der beschaving ;

» Overwegende dat een beredeneerd gebruik van dien vrijen tijd, door den arbeider in staat te stellen zijne bedrijvigheid af te wisselen en de door zijn beroep vereischte krachtspanning te ontspannen, zelfs zijne voortbrengingskrachten kan doen stijgen, de voortbrenging van zijn arbeid verhoogen en aldus bijdragen om aan den achturendag gansch zijne doelmatigheid te verzekeren ;

» Overwegende dat, rekening gehouden met de zeden der verschillende landen en met de plaatselijke omstandigheden, het nuttig kan zijn de beginselen en de methodes vast te stellen die reeds in het algemeen doelmatig schijnen om het best den vrijen tijd te benuttigen en dat het van belang is van land tot land te doen kennen wat werd gedaan en gepoogd ;

» Overwegende dat dit belang bijzonder dringend kan worden op 't oogenblik dat door de leden de bekrachtiging van de arbeidsduurovereenkomst wordt overwogen ;

» Beveelt den leden van de Internationale Organisatie van den Arbeid aan, de hierna volgende principes en regelen in overweging te nemen :

» I. — Vrijwaring van den vrijen tijd.

» Overwegende dat, in de landen waar de arbeidsduur door de wet is beperkt geworden, het noodig is door collectieve overeenkomsten of anderszins tencinde uit die hervorming al de voordeelen te trekken die de arbeiders en de gemeenschap er van verwachten, de vrije uren die aldus zijn voorbehouden volledig te waarborgen ;

» Overwegende dat het eenerzijds noodzakelijk is dat de arbeiders juist de waarde beseffen van den vrijen tijd die hun is gewaarborgd en er in alle omstandigheden naar streven om hem zijn geheel te handhaven, dat, anderzijds, de werkgevers immer zoeken tussehen het loon en de behoeften der arbeiders eene juiste verhou-

ding te scheppen die aan deze laatsten zal toelaten zich gedurende de vrije uren te ontslaan van de noodzakelijkheid den dagelijkschen betaalden arbeid te verlengen.

» De Conferentie, erkennende dat op de toepassing der maatregelen die er toe strekken elke verlenging van den betaalden arbeid bij denzelfden of bij een anderen werkgever na den wettelijk vastgestellten arbeidsduur wettelijk te verbieden, moeilijk toezicht te houden is en dat dergelijke maatregelen zelfs kunnen schijnen inbreuk te maken op de vrijheid van den arbeider om over zijn vrijen tijd te beschikken, is niettemin van oordeel dat het nuttig is de door een zeker aantal landen in dien zin gedane pogingen in het licht te stellen;

» Zij beveelt aan, dat de regeeringen het afsluiten aanmoedigen en vergemakkelijken van collectieve contracten, die den arbeiders in ruil voor den wettelijken arbeidsduur normale bestaansvoorwaarden zouden verzekeren, en die, door vrije overeenkomst tusschen werkgevers en werknemers, de maatregelen zouden vaststellen, van aard om de werklieden het zoeken naar betaalde bijwerken te verhinderen;

» Anderzijds overwegende dat den arbeiders alle mogelijkheden dienen geschonken te worden opdat zij den vrijen tijd die hun aldus volledig zal gewaarhord zijn op de beste wijze kunnen benuttigen, beveelt de Conferentie aan :

» a) Dat, rekening houdende met de behoeften van de nijverheid, met de plaatselijke gewoonten, met de hoedanigheden en de geschiktheden van elke klasse arbeiders, elk lid de middelen bestudeere om den arbeidsdag derwijze in te richten dat de grootst mogelijke ononderbrokenheid in den vrijen tijd verzekerd zij;

» b) Dat eene stelselmatige vervoerpolitiek, geschikte tarieven- en uurregelingen de arbeiders toelaten den duur der verplaatsing tusschen de woon- en werkplaats op een minimum te brengen, en dat de beroepsorganisaties door de openbare besturen of door de bijzondere vervoerbedrijven in ruime mate geraadpleegd worden over de keus der best bij de toepassing eener dergelijke politiek passende middelen.

» II. — *Vrije tijd en maatschappelijke hygiëne.*

» Overwegende dat de benutting van den vrijen tijd der arbeiders in zich sluit het nemen door de gemeenschap van maatregelen van gezondheid of sociaal welzijn voor al de burgersklassen, beveelt de Conferentie den leden aan, zonder over te gaan tot het onderzoek van de bijzonderheden van elk der groote vraagstukken van openbaar welzijn waarvan de oplossing het lot der arbeiders kan verbeteren :

» a) De persoonlijke hygiëne te bevorderen, namelijk door het oprichten of het aanmoedigen van de oprichting van badinstellingen, van volkszwemkommen, enz.;

» b) Wettelijke maatregelen te treffen of de bijzondere popingen aan te moedigen tot bestrijding van het alcoholisme, van de tering, van de venerische ziekten van de kansspelen.

» III. — *Huisvestingspolitiek.*

» Overwegende dat het in het belang der arbeiders en der gansche gemeenschap is, aan te moedigen wat van aard is om de harmonische ontwikkeling van het arbeidersgezin te verzekeren;

» Dat het beste middel om de arbeiders te beschermen tegen de hoogerbedoelde gevaren is eene behoorlijke woning te hunner beschikking te stellen;

» Beveelt de Conferentie aan, zoo noodig met de medewerking van de nationale

en plaatselijke besturen, in tuinvijken of in stadsomgevingen, talrijke gezonde en goedkoope woningen te bouwen, die de hoofdzakelijke voorwaarden van hygiëne en stoffelijk welzijn vervullen.

» IV. — *Instellingen tot benutting van den vrijen tijd.*

« Zonder eene keus te willen doen tusschen de ontelbare instellingen die aan de arbeiders de gelegenheid kunnen geven hunne bedrijvigheid vrij uit te oefenen volgens hunne persoonlijke gevoelens en waarvan de ontwikkeling ten andere afhangt van de zeden en de gewoonten van elk land en van elke streek, vestigt de Conferentie nochtans de aandacht der leden op de noodzakelijkheid om eene verspreiding van krachten te vermijden door het oprichten van instellingen die niet aan bepaalde behoeften zouden beantwoorden. Zij dringt er op aan dat het belangrijk is bij de oprichting en de uitbreiding dier instellingen rekening te houden met de verlangens, met den smaak en de bijzondere toestanden der categoriën van arbeiders voor wie zij opgericht worden.

» Onder de instellingen die tegelijkertijd kunnen medewerken tot de harmonische en gelukkige ontwikkeling van de menschen en van het gezin en medewerken tot den vooruitgang der gemeenschap, beveelt zij de ondernemingen aan die zich ten doel stellen :

» a) De verbetering van het huishoudelijk en het gezinsleven der arbeiders (werkkliedentuinen, hoekjes grond, kleine dierenteelt, enz.), die het gevoel van een zelfs licht economisch voordeel verzekeren aan de gezinsgemeenschap en de weldaden der uitspanning aanvullen;

» b) De ontwikkeling der lichamelijke kracht en gezondheid der arbeiders door de beoefening van de sport die aan de jeugdige arbeiders, die onderworpen zijn aan de uiterste verdeling van den modernen nijverheidsarbeid, de vrije ontwikkeling hunner krachten verzekert en hen begiftigt met nieuwen ondernemingsgeest en wedijver;

» c) De uitbreiding van het beroeps- en huishoudelijk onderricht en van het algemeen onderwijs (boekerijen, leeszaal, voordrachten, beroepsleergangen, leergangen van algemeene geestesontwikkeling, enz.), dat aan een der grootste behoeften van de arbeiders beantwoordt en die de zekerste waarborg van vooruitgang voor al de nijverheidsgemeenschappen is.

» De Conferentie beveelt bovendien den leden aan, die ondernemingen aan te moedigen door het verleenen van toelagen aan de organisaties die zich met de zedelijke, geestelijke en lichamelijke ontwikkeling der arbeiders onledig houden.

» V. — *Vrije toetreding tot de instellingen en samenordening harer pogingen.*

» Overwegende dat sedert lange jaren het bestendig streven der loonarbeiders aller groote nijverheidslanden gericht is op het verzekeren van de vrijheid en de onafhankelijkheid van hun leven buiten de fabriek of het werkhuis en dat zij vooral onrust toonen aangaande elke vreemde innenging in hun persoonlijk leven; overwegende dat de levendigheid dezer gevoelens hen er zelfs toe geleid heeft elk nationaal of internationaal initiatief op het gebied van den vrijen tijd te beknipten uit vrees van eene mogelijke beperking hunner vrijheid;

» Zonder na te laten hulde te brengen aan de gevoelens die hebben geleid tot de oprichting van werken bestemd om de goede benutting van den vrijen tijd der

werklieden te vergemakkelijken, stelt de Conferentie voor, dat de leden de aandacht der ontwerpers van die werken vestigen op de noodzakelijkheid om de persoonlijke vrijheid van de arbeiders te beschutten tegen alle methodes of alle pogingen die ten doel zouden hebben hun rechtstreeks of onrechtstreeks het gebruik van deze of gene instelling op te dringen.

» De Conferentie is van gevoelen dat de leefbaarste en de doelmatigste instellingen tot aanwending der vrije uren deze zijn die opgericht en ontwikkeld worden door de betrokkenen zelf.

» Zij erkent dat in vele gevallen, hetzij door het oprichten van werkmanstui-
nen, hetzij door de ontwikkeling van het sportwezen, hetzij door de opvoedings-
werken, de openbare collectiviteiten of de werkgevers die geldelijk of op
andere wijze daaraan medewerken, uit dien hoofde een wettelijk toezicht mogen
opeischen ;

» Derhalve beveelt de Conferentie aan dat alle maatregelen getroffen worden
opdat geene inbreuk gemaakt worde op de vrijheid der rechthebbenden.

» 2. Zonder eene stelselmatige inrichting van de vrije uren te gemoet te zien,
doch, steunende op zekere gelukkige pogingen, beveelt de Conferentie aan, dat
elk lid de mogelijkheid overwege de oprichting van gewestelijke of plaatselijke
commissies uit te lokken die namelijk de vertegenwoordigers van de openbare
machten alsook die van de werkgevers- en arbeidersorganisaties en van de samen-
werkende maatschappijen zouden bevatten, en waarvan de taak zou zijn de
afzonderlijke pogingen van de instellingen voor vermaak en vrijen tijd samen te
ordenen.

» 3. De Conferentie beveelt eveneens den leden der organisatie aan, eene
ijverige en doelmatige propaganda te voeren tot het opwekken in elk land, van
de overtuiging dat het noodzakelijk is voor de arbeiders, hun vrijen tijd op
rationeële wijze te benuttigen. »

. . .

Wij zullen geen commentaar aan dien tekst geven. Laten wij echter een
oogenblik stilstaan bij de slotparagraaf.

De kern van het voorstel bestaat hierin, dat het voor de Regeeringen eene
noodzakelijkheid is de arbeiders voor te lichten en te leiden in het benuttigen
van hun vrijen tijd opdat deze de meeste vruchten afwerpen zou, eerst voor hen
zelf en verder voor de gemeenschap.

Dat is dus het doel van dit voorstel.

Met het oog op de werkzaamheden der Conferentie had de bestuurder van het
Internationaal Arbeidsbureau, de heer Albert Thomas, tal van vragenlijsten
gestuurd tot de Regeeringen die lid zijn van de instelling.

Waren niet al de antwoorden zeer duidelijk noch afdoende, dan was toch geen
antwoord uitdrukkelijk tegen het voorstel gekant; maar uit de antwoorden blijkt
ongetwijfeld dat in al de omliggende landen, de redematige benutting van den
vrijen tijd de bekommring uitmaakt van de werkers op sociaal gebied die belang
stellen in de zedelijke en de lichamelijke gezondheid der arbeiders; uit de ant-
woorden blijkt eveneens dat de arbeiders met genoeg de middelen gebruiken
die te hunner beschikking worden gesteld, wanneer zij voorgelicht en geleid
worden.

Sedertdien heeft Italië, bij decreet, het « Nationaal Werk voor den vrijen tijd
van den arbeider » opgericht; dit feit is ontegensprekelijk een argument ten

voordeele van het voorstel Piérard en terecht steunt deze erop in zijne toelichting.

Daarop wijzen wij om aan te toonen, dat de zaak een vraagstuk van belang, zelfs een internationaal vraagstuk is geworden, zooals de acht-urendag waarvan het een uitvloeisel is.

Wat nu de practische benuttingswijze betreft van den vrijen tijd, wijzen wij op het prachtig voorbeeld der provincie Henegouw, dat gevolgd werd door de provinciën Luik, Brabant en Oost-Vlaanderen.

Het jongste verslag over de werkzaamheid van de Commissie voor den vrijen tijd van den arbeider in Henegouw, bewijst hoe de werken daar zijn vooruitgegaan; hoe terzelfdertijd de arbeiders er meer en meer aan gehecht zijn en welk groot intellectueel, zedelijk en stoffelijk voordeel er uit voortvloeit.

De inrichting is verdeeld in zes groote afdeelingen, namelijk : woonst, tuinen en akkertjes; kleine veekweek, lichamelijke opvoeding, kunstopleiding, verstandelijke en zedelijke ontwikkeling.

Meer dan 1,200 instellingen, door private personen opgericht, worden geleid aangemoedigd en ondersteund door de Commissie voor den vrijen tijd.

Sedert de heer Hoen zijn verslag schreef over het wetsvoorstel dat ons bezighoudt, heeft het Werk van den vrijen tijd der arbeiders in Henegouw zich uitgebreid, is het gegroeid, en wij sluiten ons met dankbaarheid en vreugde aan bij de hulde die hij bracht aan den stichter van het werk, den heer Paul Pastur, den zoo ijverigen bestendig-afgevaardigde van Henegouw, en aan de bestuurders van het Werk.

« Dat werk, zegde de heer Hoen, sprekende van de Commissie voor den vrijen tijd van de arbeiders in Henegouw, is een heerlijke poging van een uitgelezen menschengroep en mag tot voorbeeld strekken. Al deze menschen buigen zich over de nederigen, zij spreken tot hen, geven hun goeden raad, onderwijzen hen, verheffen hen, richten hen naar het schoone en het goede. Dit schijnt mij een der beste wijzen toe, om zijn land te dienen. Dit was wellicht ook de gedachte van al die personaliteiten, wier denkwijzen en geloofsmeeningen zoo zeer uiteenliepen, doch die zich hebben vereenigd voor die bewonderenswaardige en loffelijke poging ».

De provinciën Luik, Brabant en Oost-Vlaanderen zijn ook beslist den weg opgegaan van Henegouw. Zij bezitten ook reeds inrichtingen in den aard van deze der laatst genoemde provincie, en die daar eveneens uitslagen opleveren waarover degenen die ze hebben opgericht, die ze besturen en die er gebruik van maken, ten hoogste voldaan zijn.

. . .

Het vraagstuk van het redematig gebruik van den vrijen tijd is echter niet alleen van belang voor de arbeiders, maar ook voor de gansche maatschappij. Het zou verkeerd zijn te meenen dat de pogingen op dit gebied gedaan, zouden verloren zijn voor de gemeenschap.

Wanneer de arbeider in zijn vrije uren zich op nuttige wijze kan bezighouden, hetzij met een rustig en aangenaam werk, hetzij met ontspanning die den geest zedelijk sterker maakt, hetzij met studie, hetzij met lichaamsontwikkeling, verrijkt hij de gansche menschheid met zich zelf; zijne bestaansvoorwaarden, zijn eigen stoffelijk vermogen, de verheffing van zijn zedelijke hoogte, de verbe-

tering van zijn lichamelijke gezondheid, strekken ten voordeel aan de gansche gemeenschap, die des te sterker is naar gelang zij bestaat uit menschen die sterk, gezond en opgevoed zijn.

« In een wereld waarin de arbeid er toe neigt meer en meer gestandaardiseerd en mechanisch te worden, — schreef de *Daily Herald* in eene merkwaardige studie, — verschaft de vrije tijd aan den arbeider het belangrijkste middel om zijn persoonlijkheid te doen gelden. Verstandelijke ontspanningen zijn niet alleen onmisbaar voor de lichamelijke en zedelijke gezondheid; zij bevorderen het ontplooiën van karakter en smaak in verschillenden zin, waardoor de menschelijke maatschappij levendig, belangwekkend en aangenaam wordt, als een schilderij met vele kleuren. »

Eenigen tijd geleden zegde de heer Lippens in eene redevoering :

« De economische toekomst van ons land zal veel meer afhangen van de waarde van onze arbeiders, van onze bedrijfsleiders, van onze handelslui, dan van hun getal.

» In den scherpen strijd die de volkeren elkander leveren op de wereldmarkt, zal onze uitbreiding vooral afhangen van de waarde der mannen die wij zullen vormen, en niet van de lage loonen der onopgevoede en niet gespecialiseerde massa. »

En ten slotte zegde de Fransche dokter Hazeman, in zijn verslag namens de Commissie belast met het onderzoek naar het gebruik van den vrijen tijd der arbeiders :

« Men moet zijn verstandelijke, zedelijke en artistieke kennis verrijken en zijn lichaamskracht verbeteren door alle soort van sport. »

De inrichting van den vrijen tijd van den arbeider en het verstandelijk gebruik daarvan is een vraagstuk van algemeen belang, het is de noodzakelijke aanvulling van de beperking van de arbeidsuren, opdat de arbeider, die door eigen inspanning zoodanig zich wist te verheffen, ook op verstandelijk, zedelijk en lichamelijk gebied stijgen kan en met zich zelf ook de gansche menschheid verheft, die slechts dan zal schoon en groot zijn, wanneer door aller samenwerking er voor iedereen geluk zal bestaan.

. . .

De Afdeelingen, aangezocht om uitspraak te doen over dit wetsvoorstel, hebben het in vier op zes Afdeelingen aangenomen, en in de Middenafdeeling werd het zeer gunstig onthaald.

Eenparig was men van meening, dat het op te richten werk vooral het privaat initiatief moest steunen, aanmoedigen en leiden, en zelf rechtstreeks tusschenkomen daar waar het privaat initiatief in gebreke zou blijven. Om daaraan voldoening te schenken werd een nieuw artikel 7 voorgesteld.

Om het onderscheid te kunnen beoordeelen geven wij hieronder naast mekaar geplaatst den tekst van het oorspronkelijk voorstel en dezen door de Middenafdeeling aangenomen.

Tekst van het Wetsvoorstel.**Tekst door de Middenafdeeling
aangenomen.****ART. 7.****ART. 7.**

Met inachtneming van de plaatselijke zeden en gebruiken, richt het Nationaal Werk, onder andere, reizende tentoonstellingen voor kunst en folklore in, alsmede wedstrijden voor huisversiering en huismeubilering; het bevordert het werk van het arbeidersakkertje en den arbeiderstuin, de lichamelijke ontwikkeling door oprichting van turnlokalen, speelpleinen en zwemdokken, de instrumentale en de vocale muziek, het volkstheater met de medewerking van vakmannen of van de tooneelkringen, de algemeene opleiding door middel van voordrachten, kinema en uitstappen.

Met inachtneming van de plaatselijke zeden en gebruiken, bevordert het Nationaal Werk, het werk van het arbeidersakkertje en den arbeiderstuin, de lichamelijke ontwikkeling en de sport, de instrumentale en de vocale muziek, het volkstheater, de algemeene ontwikkeling door middel van lessen en voordrachten, kinema en uitstappen. Het moedigt het oprichten aan van speelpleinen, turnlokalen en zwemdokken. Het kan ook zelf tentoonstellingen inrichten van kunst en folklore, wedstrijden en tentoonstellingen voor huismeubilering en huisversiering, groote tooneel- of muziekuitsvoeringen met de medewerking van beroepsartisten.

Aldus gewijzigd maakt het voorstel geen inbreuk op de rechten en de vrijheid van de personen of de instellingen die werken willen inrichten voor de arbeiders, en het werd eenparig aangenomen.

Wij denken dat ook de Kamer het gunstig zal onthalen, in het belang van de arbeiders en van gansch het land.

De Kamer heeft zoo pas de Overeenkomst van Washington goedgekeurd over den achturedag, en daardoor nogmaals en voor goed de beperking van den arbeidsduur bekrachtigd. Wij zouden het werk onvoltooid laten zoo wij niet aan de arbeidersklasse, en aan al degenen die, dank zij deze groote hervorming, over eenigen vrijen tijd beschikken, de practische middelen aan de hand deden deze op gezonde wijze te benuttigen tot hun eigen voordeel en tot voordeel van iedereen.

Men duide het ons niet ten kwade zoo wij, om te eindigen, nog twee aanhalingen doen; zij komen van twee mensen, verschillend door hunne kultuur, door hun ideaal, door hun midden, maar die dikwijls naast elkander stonden door het menschelijke en sociale doelwit dat zij beoogden.

In zijn encycieliek *Rerum Novarum*, zegt Paus Leo XIII :

« Met evenveel recht als de rijken zijn de armen, door het naturrecht, *burgers*, dit wil zeggen dat zij behooren tot het getal der levende bestanddeelen waaruit, door tussebenkomst der gezinnen, het geheele lichaam van den Staat bestaat, om niet te zeggen dat zij in al de steden het grootste aantal zijn; hoe onredelijk zou het dan niet wezen voor eene klas van burgers te zorgen en de andere te veronachtzamen. »

En eindelijk, Hector Denis, waarvan vele leden van deze Kamer de groote zedelijke en verstandelijke eigenschappen hebben kunnen waardeeren, evenals zijn diepe liefde voor de armen, die zegde :

« De vermindering van de arbeidsuren moet niet alleen in de oogen van de proletariërs, hun werk verlichten, hunne lichamelijke krachten sparen, maar moet de economische verhoudingen wijzigen en de macht van het kapitaal over den arbeid beperken; zij moet de vreugden van het gezin in het bereik stellen van het grootste getal; zij moet de geestelijke ontwikkeling van het individu bevorderen en hem meer en meer toelaten zijn deel te nemen van het intellectueel kapitaal door de maatschappij bijeenverzameld ».

De Verslaggever,
A. DELATTRE.

De Voorzitter,
MAX HALLET.
